

## La hausse progressive de l'emploi salarié se poursuit au troisième trimestre

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, 93 170 salariés sont déclarés par leurs employeurs, soit une variation de +0,2 % par rapport au trimestre précédent, en données corrigées des variations saisonnières (CVS). La reprise lente de l'emploi amorcée au trimestre dernier se confirme.

Dans le secteur public, l'emploi continue sa progression avec +0,8 % ce trimestre, après une hausse équivalente au trimestre précédent. Le secteur privé par contre, perd à nouveau quelques emplois et évolue de -0,1 % par rapport au trimestre précédent, après de légers rebonds au cours des deux premiers trimestres de l'année.

Dans le privé toutefois, certains secteurs réactivent des recrutements, comme l'industrie, l'hébergement et la restauration, le transport ou les activités d'accompagnement personnalisé. En outre, les entreprises qui recourent aux agences de prêt de personnel sont 2 % plus nombreuses qu'au trimestre dernier et le nombre de postes offerts en intérim progresse de 8 % ce trimestre en équivalents temps plein. Parallèlement, le nombre de licenciements économiques baisse de 12,5 % et le nombre d'entreprises y recourant est divisé par deux.

Sur un an, l'emploi salarié progresse de 0,3 %, porté principalement par l'augmentation de 1,2% des effectifs dans le secteur public, soit 320 salariés supplémentaires. Le secteur privé recule de 0,1 % avec 80 emplois de moins que l'année dernière au troisième trimestre. L'emploi salarié se concentre progressivement et le nombre d'entreprises employeuses se réduit de 4 %, soit 540 entreprises employeuses de moins qu'il y a un an. Le rythme annuel s'accélère ainsi par rapport aux reculs constatés de l'ordre de 1 % en moyenne depuis fin 2013.

### L'emploi dans le secteur public continue d'augmenter

Le **secteur public** enregistre 27 340 salariés ce trimestre, soit une progression de 0,8 % en données CVS par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est due à une augmentation de 2,4 % du nombre de contractuels, légèrement atténuée par une baisse du nombre de fonctionnaires d'État de 0,5 % et territoriaux de 0,1 %. Tous statuts confondus, les

effectifs supplémentaires sont principalement affectés à la santé, en prévision de l'ouverture de la nouvelle structure hospitalière du nord, à l'enseignement, au maintien de l'ordre et à la sécurité civile.

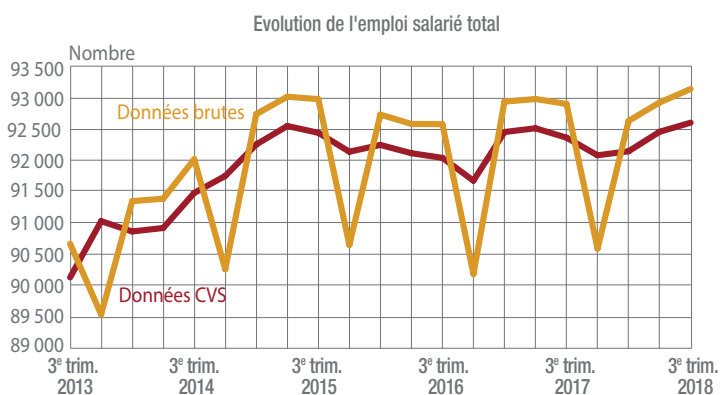
Au total sur un an, le nombre de salariés embauchés dans le secteur public augmente de 1,2 %, soit 320 emplois supplémentaires. Cette hausse est essentiellement portée par celle de 2,5 % des fonctionnaires territoriaux qui s'interrompt ce trimestre. Une partie des effectifs supplémentaires de la fonction publique territoriale résulte des mesures exceptionnelles d'intégration d'agents non-titulaires. Le nombre de fonctionnaires d'État, lui, reste stable sur un an (0,0 %).

### L'emploi augmente dans le secteur public et semble se stabiliser dans le privé.

#### L'emploi dans le secteur privé ne décolle pas

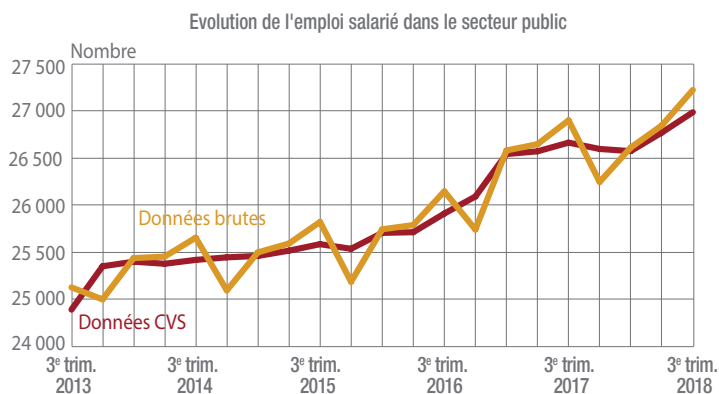
Le **secteur privé** emploie 65 830 salariés au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, soit 0,1 % de moins qu'au trimestre dernier (données CVS). Le niveau de l'emploi privé se stabilise enregistrant de très faibles variations depuis le début de cette année 2018, mettant ainsi un terme à des baisses d'emploi successives depuis mi-2015. Le secteur privé est ainsi revenu à son niveau observé mi-2014 avant les dernières augmentations importantes de l'emploi.

#### ● La hausse progressive de l'emploi salarié se poursuit



Sources : CAFAT - ISEE - Données provisoires

#### ● L'emploi du secteur public continue sa progression



Sources : CAFAT - ISEE - Données provisoires





Ce trimestre, l'emploi dans l'industrie confirme la reprise amorcée en début d'année. L'emploi dans les services est globalement stable mais certaines activités de services tirent leur épingle du jeu. À l'inverse dans les secteurs du commerce et de l'agriculture l'emploi s'oriente à la baisse, et dans celui de la construction les pertes d'emplois perdurent.

En glissement annuel, l'emploi salarié dans le privé est globalement stable avec une variation de -0,1 % par rapport à septembre 2017 et un déficit net de 80 emplois. En un an, les effectifs baissent ainsi dans le secteur agricole et dans la construction. Ils augmentent au contraire, dans le secteur des services, dans le commerce et dans le secteur de l'industrie.

### La reprise de l'emploi se confirme dans l'industrie

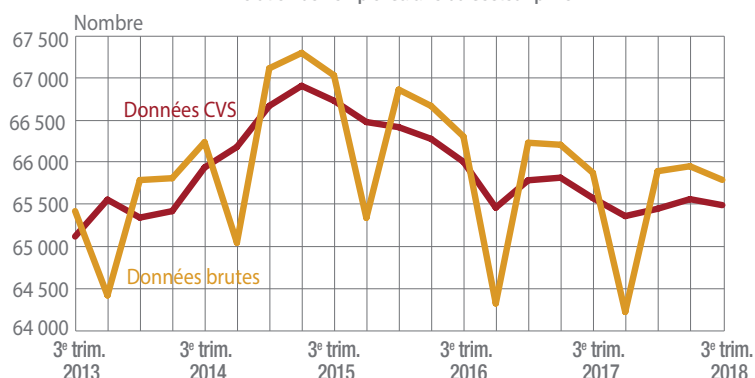
L'industrie comptabilise 13 860 salariés au troisième trimestre, soit une augmentation de 0,5 % en données CVS par rapport au trimestre précédent. Ce trimestre prolonge la hausse observée au cours des deux précédents trimestres (+0,5 % au deuxième trimestre et +0,7 % au premier trimestre), qui avait mis fin à un recul régulier depuis mi-2015. L'industrie retrouve ainsi son niveau d'emploi de fin 2016.

Le nombre de salariés employés dans les industries extractives augmente de 2,3 %, et dans les industries manufacturières de 0,7 %. Ces hausses sont atténuées par les baisses d'effectifs de 4,2 % dans les entreprises de production et distribution d'eau, et de 1,2 % dans celles de production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné.

En glissement annuel, le secteur de l'industrie créé 110 emplois, soit une augmentation de 0,8 %. Contrairement à l'évolution contrastée du troisième trimestre, cette hausse annuelle des effectifs concerne l'ensemble des sous-secteurs, avec +2,7 % pour la production et distribution d'eau, +0,8 % dans les industries manufacturières, +0,7 % pour la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur

### L'emploi du secteur privé peine à se stabiliser

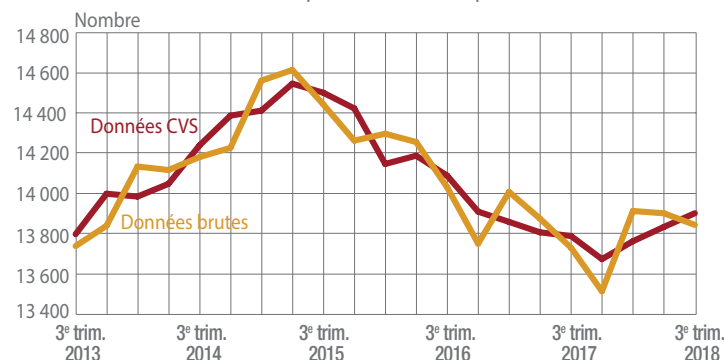
Evolution de l'emploi salarié du secteur privé



Sources : CAFAT - ISEE - Données provisoires

### Le secteur de l'industrie crée de l'emploi

Evolution de l'emploi salarié du secteur privé industriel



Sources : CAFAT - ISEE - Données provisoires

et d'air conditionné et +0,1 % dans les industries extractives.

### Des évolutions d'emplois hétérogènes dans les activités services

Le secteur des services hors commerce emploie 33 180 salariés ce trimestre, soit une relative stabilité, avec +0,1 % en données CVS, par rapport au deuxième trimestre.

Les effectifs progressent de 0,7 % dans le secteur des services d'hébergement et de restauration et de 0,6 % dans celui des transports. Ces deux filières ont également un recours accru aux intérimaires ce trimestre, avec respectivement +21 % et +16 % en équivalents temps plein. Les effectifs progressent aussi de 3,4 % dans les autres activités de services. Ces

dernières sont essentiellement des activités d'accompagnement personnalisé gérées par des associations.

La hausse de 8,3 % des effectifs des activités immobilières est la plus importante. Elle découle néanmoins d'un basculement d'une cinquantaine d'emplois d'une activité principale de promotion immobilière dans le secteur de la construction vers une activité de transaction immobilière dans le secteur des services.

À l'inverse, le nombre de salariés employés au service des ménages diminue de 2,2 %. Il baisse également de 1,1 % dans les services privés d'enseignement, de 0,8 % dans les services privés de santé et de 1,9 % dans les arts spectacles et activités récréatives.





En glissement annuel, les effectifs salariés de ce secteur affichent +0,2 %, avec 70 emplois créés. Ce sont principalement, l'hébergement et la restauration et la santé humaine et l'action sociale qui embauchent avec respectivement des hausses d'effectifs de respectivement 4,0 % et 3,7 % sur un an. A l'inverse, les arts, spectacles et activités récréatives et les activités des ménages en tant qu'employeur neutralisent cette hausse avec des baisses respectives d'effectifs de 5,4 % et 5,2 % sur un an.

**Le commerce et l'agriculture ne confirment pas les acquis des trimestres précédents**

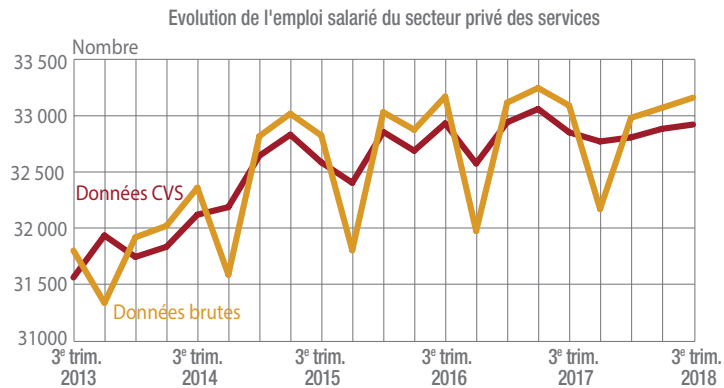
Le secteur du commerce emploie 10 330 salariés au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, soit une réduction de 0,8 % par rapport au trimestre précédent (données CVS). L'orientation à la hausse observée au cours de deux trimestres précédents s'inverse. Elle est principalement due à des baisses d'effectifs dans des commerces d'alimentation générale, des super et des hyper-marchés. Toutefois, le nombre de licenciements économiques dans ce secteur a été divisé par deux par rapport au trimestre précédent.

Sur un an, les emplois dans le commerce restent en progression avec une hausse de 0,6 % et la création de 60 emplois, malgré le changement de tendance au cours de ce troisième trimestre.

Le secteur de l'agriculture emploie 1 700 salariés au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, soit un repli de 1,6 % par rapport au trimestre précédent (données CVS). La hausse enregistrée au deuxième trimestre ne se confirme pas. Ce trimestre la diminution de l'emploi est principalement due à une baisse des effectifs de l'aquaculture. En outre, 10 licenciements économiques ont été enregistrés sur la période, un record pour le secteur agricole.

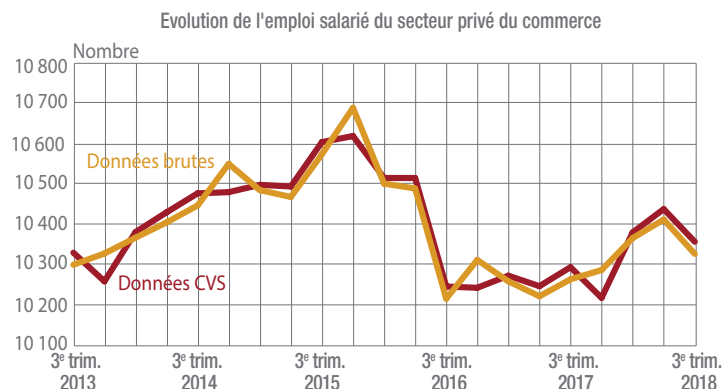
Sur un an, l'emploi salarié dans l'agriculture affiche une baisse de 5,2 %, avec une perte nette de 90 emplois. Le nombre de salariés diminue principalement pour les cultures de légumes, activité pour laquelle le nombre d'entreprises employeuses a baissé de 13 % depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2017.

● L'emploi salarié dans les services est stable



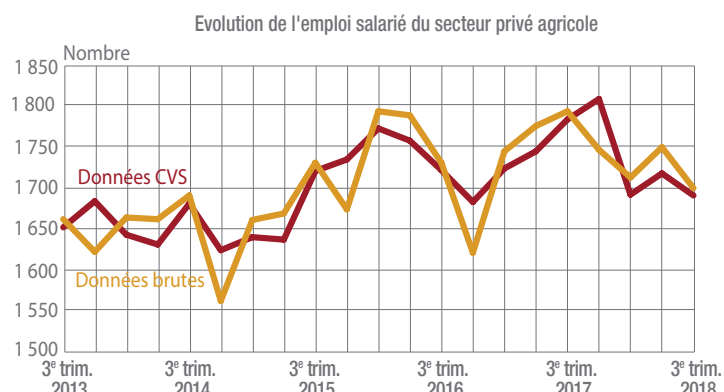
Sources : CAFAT - ISEE - Données provisoires

● La tendance s'inverse dans le commerce



Sources : CAFAT - ISEE - Données provisoires

● L'emploi salarié dans le secteur agricole marque un repli



Sources : CAFAT - ISEE - Données provisoires

**Toujours moins de salariés dans la construction**

Le secteur de la construction dénombre 6 720 salariés ce trimestre, soit une diminution de 1,1 % par rapport au trimestre précédent (données CVS). La légère hausse des effectifs enregistrée en fin d'année

dernière s'est résumée à une observation ponctuelle, et les effectifs salariés de la construction continuent de fondre. En outre, le recours à l'intérim continue de s'amenuiser. En revanche, les licenciements économiques ont été réduits de moitié par rapport au trimestre dernier.

Ce trimestre, la diminution touche principalement le sous-secteur de la construction de bâtiments (maisons individuelles et autres bâtiments). Elle est accentuée de surcroît par le reclassement d'une entreprise du secteur de la construction au secteur des services, comme évoqué plus haut. En glissement annuel, le secteur de la construction perd 240 emplois. La baisse s'est accélérée en 2018.

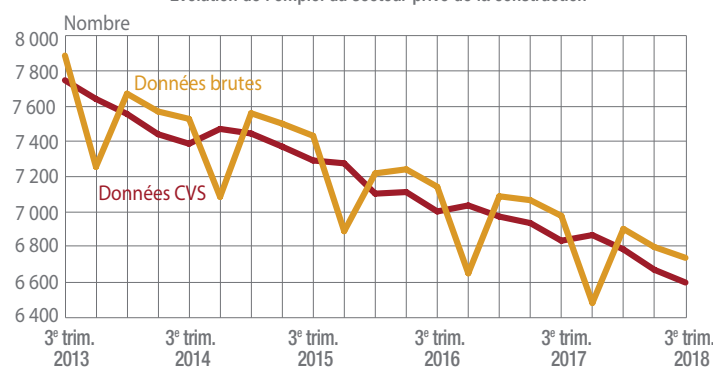
#### Le marché du travail reste tendu

Ce trimestre, le stock d'offres d'emploi actives en fin de mois dans les services de placement baisse de 7,5 % par rapport au trimestre précédent. Il reste pourtant à un niveau élevé au regard des volumes enregistrés depuis le début de la décennie. Le nombre de nouvelles offres déposées diminue cependant de 1,8 % ce trimestre.

Parallèlement, en moyenne 7 140 demandeurs d'emploi sont actifs chaque fin de mois auprès des services de placement

#### ● La construction continue de perdre des emplois salariés

Evolution de l'emploi du secteur privé de la construction



Sources : CAFAT - ISEE - Données provisoires

et 410 nouvelles inscriptions sont enregistrées chaque mois. Les créations d'emplois intervenues ce trimestre et les offres qui ont été pourvues ne suffisent à expliquer la baisse de 5,0 % du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois par rapport au trimestre précédent (données CVS). Une forme de lassitude des personnes en recherche d'emploi pourrait amener les inté-

ressés à fréquenter moins assidûment les services dédiés. Le nombre de nouveaux inscrits progresse néanmoins de 0,5 % au troisième trimestre.

Sur un an le nombre de demandeurs d'emploi et de nouveaux inscrits baissent de respectivement 1,7 % et 9,8 %.

#### ● Autres chiffres clés de l'emploi au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

	Evolution par rapport au trimestre précédent (Données brutes*, %)	Evolution sur 1 an (%)	Niveau en fin de trimestre (Données brutes)
<b>Licenciements économiques (cumul)</b>			
Salariés licenciés	-12,5	-66,3	28
Entreprises concernées	-50,0	-74,1	7
<b>Chômage partiel (cumul)</b>			
Nombre d'heures indemnisées	///	///	nd
<b>Chômage total (nombre mensuel moyen)</b>			
Chômeurs indemnisés	///	///	nd
Jours indemnisés	///	///	nd
<b>Intérim (nombre mensuel moyen)</b>			
Salariés (équivalents temps plein)	4,7	8,0	752
Entreprises utilisatrices	2,1	0,8	400
<b>Offre d'emploi (nombre mensuel moyen)</b>			
Offre d'emploi en fin de mois (OEFM)	-7,5	-3,2	1 673
Nouvelles offres déposées dans le mois (NOE)	-1,8	12,5	666
<b>Moral des entreprises (donnée trimestrielle)</b>			
Indicateur de climat des affaires	///	///	nd

\* Les indicateurs présentés dans ce tableau ne sont pas soumis à variations saisonnières. Les évolutions trimestrielles sont donc calculées à partir des données brutes.  
Sources : CAFAT, DTE, IDCNC, IEOM

Unité : nombre sauf mention contraire





● Emploi salarié au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

	Evolution par rapport au trimestre précédent (CVS*, %)	Evolution sur 1 an (%)	Niveau en fin de trimestre (Données brutes)
<b>Emploi salarié</b>			
<b>Effectif employeurs</b>	<b>-1,5</b>	<b>-4,4</b>	<b>11 739</b>
<b>Effectifs salariés total (a)</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>93 172</b>
dont secteur privé	-0,1	-0,1	65 829
dont secteur public	0,8	1,2	27 343
<b>Détail par sous secteurs du privé</b>			
Agriculture, sylviculture et pêche	-1,6	-5,2	1 699
Industrie	0,5	0,8	13 864
Industries extractives	2,3	0,1	1 820
Industries manufacturières (b)	0,7	0,8	10 441
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-1,2	0,7	761
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	-4,2	2,7	843
Construction (b)	-1,1	-3,5	6 715
Commerce	-0,8	0,6	10 332
Services	0,1	0,2	33 176
Transports et entreposage	0,6	-1,8	4 114
Hébergement et restauration	0,7	4,0	4 713
Information et communication	-1,6	-2,2	1 075
Activités financières et d'assurance	-0,3	0,4	2 527
Activités immobilières	8,3	7,8	747
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,2	-2,3	2 300
Activités de services administratifs et de soutien	0,2	1,9	5 516
Administration publique	0,5	0,8	904
Enseignement	-1,1	-2,9	2 716
Santé humaine et action sociale	-0,8	3,7	3 358
Arts, spectacles et activités récréatives	-1,9	-5,4	724
Autres activités de services	3,4	0,4	1 834
Services domestiques	-2,2	-5,2	2 623
Activités extra-territoriales	-2,8	8,1	27
Indéterminés (c)	///	///	43
<b>Démographie d'entreprises</b>			
Créations (cumul du trimestre)	-2,1	-6,9	1 053
Cessations (cumul du trimestre)	-5,9	16,5	926
<b>Demande d'emploi</b>			
Demandeurs d'emploi en fin de mois (moyenne du trimestre)	-5,0	-1,7	7 144
Nouveaux demandeurs d'emploi (moyenne du trimestre)	0,5	-9,8	413

\* Les indicateurs présentés dans ce tableau sont très soumis à des variations saisonnières, c'est pourquoi les évolutions trimestrielles sont présentées corrigées des variations saisonnières (CVS). Unité : nombre sauf mention contraire  
 (a) Hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi. (b) Les effectifs de KNS SAS immatriculés au RIDET dans le secteur construction, ont ici été réaffectés au secteur industrie manufacturière.  
 (c) La catégorie indéterminés correspond à des salariés déclarés par un employeur dont le siège est situé hors territoire et qui n'a pas d'établissement localement.  
 Sources : CAFAT - ISEE, données provisoires, IDCNC, corrections CVS par ISEE

**Correction des variations saisonnières**

L'emploi salarié présente des variations saisonnières importantes qui interfèrent avec les variations conjoncturelles : de façon récurrente, le niveau de l'emploi salarié progresse entre le premier et le troisième trimestre de l'année, pour décliner au dernier trimestre. De même, d'autres indicateurs sont sujets à des variations saisonnières importantes : le nombre d'employeurs, dont la courbe infra annuelle suit les mêmes tendances que l'emploi salarié ; les créations et cessations d'entreprises ou la demande d'emploi, dont les niveaux sont toujours plus élevés au premier trimestre qu'au cours des trimestres suivants. A partir de 2018, l'analyse des données corrigées des variations saisonnières pour ces indicateurs offre une meilleure lisibilité et une analyse facilitée des réelles variations conjoncturelles. Pour les indicateurs qui ne font pas l'objet d'une saisonnalité marquée, les évolutions trimestrielles sont calculées à partir des données brutes.

**Révisions**

La publication trimestrielle des évolutions de l'emploi salarié tient compte d'un délai de trois mois nécessaire pour s'assurer de la quasi-exhaustivité des déclarations des entreprises. Néanmoins, certains mouvements peuvent encore intervenir après ce délai. Aussi, d'une publication à l'autre, les chiffres des trimestres précédents peuvent être révisés pour tenir compte de ces ajustements.

Parallèlement, l'utilisation de sources administratives dont les modalités de gestion évoluent, justifie d'opérer des régularisations à intervalles réguliers, afin de réconcilier l'ensemble des données émanant de sources hétérogènes. La chaîne de traitement statistique fait ainsi l'objet d'une expertise annuelle visant à consolider la base des données constituée. Le cas échéant, les données relatives à l'emploi salarié peuvent être réropolées sur une longue période.

Début 2018, l'historique complet de ces données a ainsi été recalculé. Par la suite, les révisions éventuelles ne porteront que sur les cinq dernières années.

